



BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DU MALI

Rapport annuel 2009

Banque Nationale de Développement Agricole du Mali

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 09 JUIN 2010

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE AU CAPITAL DE 13 293 559 000 FCFA

TÉLÉPHONE (223) 20 29 64 64

TÉLÉCOPIE (223) 20 29 25 75

TÉLEX 2638 MJ

SIÈGE SOCIAL : IMMEUBLE BNDA • AVENUE DU MALI

ACI 2000 - BP 2424 BAMAKO

E-MAIL : bnda@bndamali.com

SITE : www.bndamali.com

SWIFT : **BNAD ML BA**

BNDA

R a p p o r t a n n u e l 2 0 0 9

BNDA

Sommaire

Le Conseil d'Administration en 2009	4
L'agriculture malienne en 2009	6
La microfinance au Mali en 2009	8
Rapport du Conseil d'Administration	9
L'activité de crédits	11
L'activité de collecte de dépôts et les services bancaires	13
Les comptes sociaux de l'exercice	14
Perspectives 2010	17
Rapport des Commissaires aux comptes	18
Le Procès verbal de l'Assemblée Générale mixte	19
Nos Représentations	23
Les correspondants étrangers	24

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2009

Monsieur Moussa Alassane DIALLO *Président*

Administrateurs

Madame DOUCOURE Dougoubarka SYLLA
Représentant l'Etat du Mali

Monsieur Oumar Tatame LY
Directeur National de la BCEAO, représentant la BCEAO

Monsieur Jean Hervé BOUGAULT,
Représentant l'Agence Française de Développement (Afd)

Madame Cornelia BERG,
Représentant la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH (DEG)

Madame Aude FLOGNY CATRISSE
Agence Française de Développement (Afd)

ÉQUIPE DE DIRECTION

Monsieur Moussa Alassane DIALLO, Président Directeur Général

Monsieur Jean François HOARAU, Directeur Général Adjoint

Monsieur Abdourhamane TOURE, Directeur Commercial et Marketing

Monsieur Sidy Modibo DIOP, Conseiller du Président Directeur Général

Monsieur Abass Youssouf NADIO, Directeur des Ressources Humaines et de la Logistique

Monsieur Jean Pierre SIDIBE, Inspecteur Général

Monsieur Alousseini SANOU, Directeur Financier et Comptable

Monsieur Souleymane WAIGALO, Directeur des Engagements et des Risques

Monsieur Abdoulaye TRAORE, Directeur des Opérations

Monsieur Souleymane FOMBA, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux

Commissaires aux comptes

Cabinet MAECO sarl

Cabinet SARECI sarl

Auditeur externe

KPMG et EGCC International

L'AGRICULTURE MALIENNE EN 2009

Au Mali, dans le secteur agricole, l'année 2009 a été marquée par :

- l'installation tardive des pluies et une mauvaise répartition de celles-ci. Par la suite, la situation pluviométrique s'est améliorée et a permis une campagne agricole normale dans la plupart des zones agricoles du pays ;
- des difficultés d'approvisionnement en engrais dans certaines zones agricoles.

La situation phytosanitaire a été relativement calme. Les dégâts causés par les sauteriaux et les oiseaux granivores sont restés localisés et faibles. Des opérations de traitement ont été réalisées dans certaines localités des régions de Kayes, Koulikoro, Mopti et Ségou.

La production totale de céréales a augmenté de 31,5% en atteignant 6.334.440 tonnes.

Cette hausse est liée à l'augmentation de la production de toutes les céréales, notamment du riz, des céréales sèches (mil, sorgho, maïs et fonio) et du blé. En effet, la progression a été de 21,3% pour le riz. Le mil, le sorgho, le maïs et le fonio, généralement substitués au coton dans le sud du pays, ont respectivement augmenté de 1,9%, 39%, 99%, 49%, et le blé a augmenté de 15%.

La production du coton est en baisse tendancielle depuis plus de cinq ans même si les résultats progressent sur la dernière campagne. La production réalisée en 2009/2010 est de 236 400 tonnes (contre 190 000 tonnes en 2008/2009) pour une superficie de 250 197 hectares (contre 196 712 hectares en 2008/2009), soit une hausse de 24% de la production et de 27% des superficies.

Cette hausse de la production de coton s'explique essentiellement par l'augmentation des superficies cultivées, la politique de subvention des intrants coton et le paiement à temps du coton graine.

ÉVOLUTION DES SUPERFICIES ET DES PRODUCTIONS DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIÈRES ET INDUSTRIELLES DE 2006 - 2007 À 2008 - 2009

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009/2010	09-10/08-09
CULTURES VIVRIÈRES					
Mil					
Superficies (ha)	1 495 860	1 586 278	1 591 720	1 724 496	+ 8,3%
Production (t)	1 175 272	1 175 107	1 364 469	1 390 410	+ 1,9%
Sorgho					
Superficies (ha)	917 053	1 090 244	1 041 529	1 520 305	+ 45,9%
Production (t)	1 128 773	900 791	1 048 688	1 465 620	+ 39,8%
Maïs					
Superficies (ha)	412 484	409 916	403 877	558 350	+ 38,2%
Production (t)	676 838	689 918	740 108	1 476 995	+ 99,5%
Riz					
Superficies (ha)	408 495	391 869	626 573	665 109	+ 6,2%
Production (t)	960 420	1 082 239	1 607 647	1 950 805	+ 21,3%
Fonio					
Superficies (ha)	49 704	45 772	46 477	69 908	+ 50,4%
Production (t)	26 598	26 247	28 692	42 714	+ 48,9%
Blé - Orge					
Superficies (ha)	3 565	3 430	5 414	5 101	- 5,8%
Production (t)	8 565	8 585	13 166	15 132	+ 14,9%
CULTURES DE RENTE					
Coton					
Superficies (ha)	480 474	283 927	196 712	250 197	+ 27,2%
Production (t)	432 466	247 584	190 000	236 400	+ 24,4%
Arachide					
Superficies (ha)	334 671	330 544	Nd	Nd	-
Production (t)	265 549	324 187	Nd	Nd	-
Niébé					
Superficies (ha)	213 194	263 177	Nd	Nd	-
Production (t)	71 036	58 291	Nd	Nd	-

Source : Ministère de l'Agriculture - Secrétariat Général : Synthèse du plan de campagne 2010-2011 – Mars 2010

LA MICROFINANCE AU MALI

Au cours de l'année 2008, 25 nouvelles structures ont été autorisées par la Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD) à exercer des activités, soit par l'octroi d'un agrément soit par la signature d'une convention. En conséquence, le répertoire national des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) recense au 31 décembre 2008, 474 structures autorisées comprenant 419 SFD mutualistes (soit 401 caisses de base dont 60 non affiliés, et 18 Unions) et 55 SFD signataires de convention-cadre, dont 9 sociétés anonymes et 46 Associations réparties entre 24 Associations de crédits solidaires et 22 Associations CVECA.

Pendant cette même période, la qualité du portefeuille du secteur de la microfinance s'est globalement détériorée entre 2007 et 2008, avec un taux de dégradation qui est passé respectivement de 4,37% à 6,34%. En 2008, la qualité de portefeuille de crédits, par système, a évolué comme suit :

- Mutualiste : 7,04% contre 5,24% en 2007 ;
- Crédit solidaire : 2,35% contre 1,71% en 2007 ;
- CVECA : 4,29% contre 8% en 2007.

Les indicateurs d'activités des institutions de microfinance ont connu un développement favorable en 2008. Par rapport à 2007, le nombre total de membres a augmenté de 7,62%, l'encours des dépôts a progressé de 11,99% et celui des crédits s'est accru de 8,29%.

MONTANTS : EN	NOMBRE DE MEMBRES OU CLIENTS				ENCOURS	
	MILLIONS F.CFA	HOMMES	FEMMES	PER. MORALES	TOTAL	DÉPÔTS
MUTUALISTES	413 231	182 395	42 304	637 930	41 469	53 985
CVECA	114 121	71 005	8 220	193 346	3 009	5 675
CRÉDIT SOLIDAIRE	24 566	149 906	403	174 875	3 775	11 724
TOTAL FIN 2008	551 918	403 306	50 927	1 006 151	48 253	71 384
TOTAL FIN 2007	539 499	348 632	46 801	934 932	43 088	65 920

Source : Rapport annuel 2008 sur le secteur de la micro finance au Mali.
Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (CCS/SFD) du Ministère de l'Economie et des Finances.
Décembre 2008.

Le refinancement des SFD grâce à des lignes de crédit a atteint 35.224 millions de FCFA en 2008 contre 29.231 millions de FCFA en 2007, soit un accroissement de 20,30%. La part de la BNDA dans le refinancement des SFD en 2008 a donc été de 17,38% contre 16,4% en 2007.

Elle a octroyé au cours de l'exercice 2009, 36 prêts pour un montant de 4.499 millions de F CFA pour le refinancement des SFD contre 45 concours totalisant 6.123 millions en 2008, soit une baisse de 20% en nombre et 27% en montant.

Cette baisse s'explique par les impayés enregistrés par la BNDA sur quelques systèmes financiers décentralisés dont les besoins de refinancement n'ont pas été renouvelés.

Au cours de l'année 2009, la BNDA a continué à apporter son appui financier à la consolidation et au développement des réseaux de caisses d'épargne et de crédit opérant dans les différentes zones de production agricole et dans les centres urbains.

Elle a renforcé et élargi ses relations de collaboration et de partenariat avec les Systèmes Financiers Décentralisés pour améliorer l'offre de services bancaires et financiers en milieu rural et urbain. Elle a conclu avec tous les SFD qui collaborent avec elle un protocole d'accord en ce sens.

Elle a marqué son intérêt pour ce secteur en participant aux différentes manifestations organisées par l'Association Professionnelle des Institutions de la Micro finance (APIM) et aux ateliers auxquels elle est invitée.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES

Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions de l'article 28 des statuts de la BNDDA, le conseil d'administration vous a convoqué en Assemblée générale ordinaire pour vous rendre compte des activités de la Banque Nationale de Développement Agricole au cours de l'exercice 2009 et soumettre à votre approbation ses comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2009. L'exercice 2009 est le vingt huitième durant lequel la BNDDA a exercé ses activités dans le cadre des orientations de politique générale définies par ses instances dirigeantes et précisées dans ses textes organiques.

La durée de l'exercice social est de douze mois.

La BNDDA enregistre en 2009 un résultat bénéficiaire net de **2 019 millions de FCFA** contre **576 millions de FCFA en 2008**.

Les efforts de diversification entamés depuis quelques années ont permis à la BNDDA d'absorber l'incidence de la crise persistante du secteur coton sur son activité. En effet, malgré un contexte difficile, les indicateurs de la banque évoluent positivement de façon globale.

L'économie malienne a enregistré une activité globalement soutenue en 2009 malgré la persistance de la crise cotonnière.

Dans le domaine bancaire l'année a été marquée par une concurrence accrue et le développement de la monétique.

En 2009 l'économie mondiale ralentit sensiblement. L'activité mondiale a souffert de la crise financière et de la persistance des cours élevés de l'énergie et des matières premières. De nombreux pays avancés sont proches de la récession ou s'y engagent, alors que la croissance s'affaiblit dans les pays émergents.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1% en moyenne en 2009 contre 5% en moyenne pour les cinq dernières années. La région a pâti des effets de l'effondrement des prix des produits pétroliers, de la baisse des activités touristiques, de la réduction des envois de fonds des migrants et de la baisse de l'aide publique au développement.

Au Mali, la production totale de céréales, au titre de la campagne 2009/2010 est estimée à 6.334.440 tonnes contre 4.925.605 en 2008/2009 soit une augmentation de 28,6%.

La production du coton a rebondi mais reste à un niveau modeste en comparaison des bonnes années passées. Après une baisse en 2008/2009 (201 462 tonnes contre 247 584 tonnes en 2007/2008), la production attendue en 2009/2010 est de 236.400 tonnes alors qu'elle était proche de 400 000 tonnes en 2006/2007.

La baisse continue de la production de coton depuis plus de quatre ans s'explique essentiellement par la baisse des superficies cultivées et des rendements, la persistance des déficits d'exploitation et des tensions de trésorerie de la CMDT, la faiblesse des prix rémunérateurs du coton et les incertitudes liées à la privatisation du secteur.

La BNDDA a dû s'adapter à la persistance de la crise du secteur coton. En effet, Les encours globaux de la BNDDA sur le secteur coton sont passés de 61,5 milliards en 2006 à 10,1 milliards de FCFA en 2009. Si la part du secteur coton dans les encours totaux de la BNDDA représentait plus de 63% des encours en 2006, elle était de 20% en 2008 et n'est plus que de 10% en 2009.

Dans le secteur bancaire, l'année 2009 a été marquée par la poursuite de la course à la multiplication des points de vente (agences, bureaux, guichets) pour rapprocher les banques des clients (services de proximité) et le développement de la monétique (GAB, TPE) avec l'avènement de l'interbancaire. L'année a été également marquée par une concurrence de plus en plus rude des Institutions de Microfinance aux banques sur certains segments de clientèle, notamment les ruraux, les particuliers et les PME-PMI.

Il n'y a pas eu d'ouverture de nouvelles banques en 2009

I. Le cadre institutionnel de la BNDA n'a pas connu d'évolution majeure en 2009, tandis que la banque poursuivait l'adaptation de ses structures, de ses compétences et de ses moyens au volume croissant de ses activités

Cadre institutionnel : capital et répartition des parts

Le capital social de la BNDA s'élève à **12.528.981.000 FCFA**. Il se compose de **7.213** actions nominatives qui sont réparties comme suit :

Actionnaires	Montant (en milliers FCFA)	%	Groupe	Nombre d'actions
République du Mali	4.570.047	36,48	A	2.631
Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest	2.433.537	19,42	B	1.401
Agence Française de Développement	2.839.995	22,67	C	1.635
Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft GmbH	2.685.402	21,43	D	1.546
TOTAL	12.528.981	100%		7.213

CADRE ORGANISATIONNEL

L'effectif global au 31 décembre 2009 est de 258 agents dont 110 sont affectés au siège et 148 en agences. L'effectif du personnel salarié hors assistance technique est de 257 et se répartit comme suit :

Catégories d'emploi	Hommes	Femmes	Total
Cadres	81	8	89
Gradés	128	21	149
Employés	19		19
TOTAL	228	29	257

L'ACTIVITÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES AGENTS S'EST RENFORCÉE EN 2009

La BNDA s'est lancée dans une diversification de ses activités vers les particuliers et les entreprises privées et publiques. La conquête de ces nouveaux marchés a rendu indispensable l'élaboration de nouveaux produits et l'évolution technique vers la monétique.

La réorganisation de la banque amorcée en 2006 doit s'accompagner, également, de formations pour améliorer le professionnalisme des agents.

Pour ce faire, un cadre chargé spécifiquement de la formation a été recruté et un plan triennal de formation (2007 – 2009) a été élaboré. Parmi les thèmes traités nous avons : « L'accueil clientèle et la vente rapide au guichet », « money gram », « le risque juridique lié à la gestion des comptes bancaires et le blanchiment des capitaux », « les opérations financières avec l'étranger », « méthodologie pour l'analyse et le suivi des tendances sectorielles par l'analyse financière et le contrôle de gestion », et « la gestion commerciale efficace d'une agence bancaire ».

Les formations diplômantes aux cours par correspondance ont concerné six agents pour l'I.T.B. (Institut Technique de Banque, Paris) et huit agents pour l'obtention du brevet professionnel de banque à l'ANPE de Bamako.

Outre les actions commerciales conduites en permanence pour diversifier rapidement l'activité de la banque tout en améliorant la maîtrise du risque, l'année 2009 a permis de mener à terme ou d'engager les principaux chantiers suivants :

- Migration vers la version supérieure du logiciel SAB.
- Immatriculation de toutes les immobilisations physiques de la banque.
- Poursuite du développement du réseau d'agences et du parc de guichets automatiques.
- Signature de deux conventions de partenariat avec le groupe français des Banques Populaires.
- Mise en service de l'interbancaire des cartes bancaires GIM-UEMOA et obtention des agréments VISA et MASTER CARD.
- Consolidation de la sécurité des systèmes d'information.

L'ACTIVITÉ DE CRÉDITS

- II. EN 2009 L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT A ÉTÉ ENCORE AFFECTÉE PAR LA CRISE DU SECTEUR COTON, CEPENDANT, LA BANQUE ENREGISTRE UNE CROISSANCE DE 10% DE SES OCTROIS PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2008.

LES AUTORISATIONS DE CRÉDIT DE LA BNDIA, AU COURS DE L'EXERCICE 2009, ONT ATTEINT 17 307 PRÊTS POUR UN MONTANT DE 97 108 MILLIONS DE FCFA CONTRE 14 765 PRÊTS POUR UN MONTANT DE 88 512 MILLIONS DE FCFA EN 2008, SOIT UN TAUX DE VARIATION DE 17% EN NOMBRE ET +10% EN MONTANT PAR RAPPORT À 2008.

L'EXERCICE 2009 A ÉTÉ MARQUÉ AU NIVEAU DES AUTORISATIONS DE CRÉDIT AU MONDE RURAL PAR UNE CROISSANCE EN ZONE RIZ ET LA CHUTE CONTINUELLE EN ZONE COTON

La BNDIA a accordé en 2009, aux organisations des producteurs encadrés par les opérations de développement rural et les services techniques d'encadrement, 1.113 autorisations de crédits à court et moyen termes pour un montant total de 5.476 millions de FCFA. En 2008, 1.200 prêts pour un total de 4.978 millions de FCFA avaient été octroyés, soit une baisse de 7% en nombre et une augmentation de 10% en montant.

les représentations de la zone Mali Sud, Mali Ouest et OHVN ont distribué seulement 317 prêts co-responsabilisés totalisant 1.566 millions de FCFA contre 324 prêt pour un montant de 1.656 millions de FCFA en 2007. Les autorisations de crédits des zones cotonnières représentent 28% du nombre des prêts aux ruraux des zones encadrées en 2009 et 29% des montants en 2009.

En zone office du Niger 350 prêts pour un montant de 4.318 millions de F CFA ont été accordés aux ruraux de cette zone et à leurs organisations en 2009 contre 305 prêts totalisant 3.308 millions de F CFA. L'analyse des octrois de la zone montre une nette prédominance du refinancement des caisses villageoises d'épargne et de crédit autogérées. Cette démarche s'inscrit dans les orientations définies par la banque de travailler en étroites collaborations avec les caisses de la zone et se justifie aussi par les bons résultats au titre du recouvrement des créances obtenus jusqu'ici. Parallèlement, la banque poursuit les actions de recouvrement.

Les zones de production rizicole (ON, ORS ...) ont été les plus grands bénéficiaires des concours de la BNDIA en 2009.

LES CRÉDITS AUX SYSTÈMES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS

Depuis plusieurs années la BNDIA renforce et élargit ses relations de collaboration et de partenariat avec les systèmes financiers décentralisés pour améliorer l'offre de services bancaires et financiers en milieu rural et urbain. L'articulation entre la BNDIA et les Institutions de Micro Finance se structure davantage avec la mise en place des cadres de concertation au plan local. La Direction des Etudes Générales de la banque assure le suivi institutionnel des Systèmes Financiers Décentralisés et poursuit ses études sur l'équilibre financier des différents réseaux.

La BNDIA a apporté au cours de l'exercice 2009 son appui financier à la consolidation et au développement des réseaux de caisses d'épargne et de crédit opérant dans les différentes zones de production agricole et dans les centres urbains. Le partenariat entre la BNDIA et de nombreux systèmes financiers décentralisés se renforce d'année en année.

Par le volume de ses refinancements, la BNDIA est, aujourd'hui, un partenaire financier important des SFD au Mali.

Au cours de l'exercice 2009, la BNDIA a octroyé 36 prêts pour un montant de 4.499 millions de FCFA pour le refinancement des SFD contre 45 prêts totalisant 6.123 millions en 2008, soit une baisse respective de 20% et 27% en nombre et en montant.

Cette baisse s'explique par les impayés enregistrés par la BNDIA sur quelques systèmes financiers décentralisés (essentiellement les SFR du nord) dont les lignes de refinancement n'ont pas été renouvelées.

L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE EN PROGRESSION

GLOBALEMENT, LE VOLUME DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES ENTREPRISES EST PASSÉ DE 88.546 MILLIONS DE FCFA EN 2008 À 105.995 MILLIONS DE FCFA EN 2009, SOIT UNE PROGRESSION DE 20%.

- **Les opérations en faveur des entreprises concernent principalement :**

(I) **Un crédit de campagne** en pool mixte d'un montant total de 40.000 millions de FCFA, dont part BNDA 5.000 millions de FCFA, a été accordé à l'Agro Industrie Cotonnière pour le financement partiel de l'achat et de l'égrenage de 201.462 tonnes de coton graine au titre de la campagne 2008/2009.

(II) **Les crédits de trésorerie à court terme (escomptes et avances)** représentent, en 2009, 60.291 millions de Fcfa contre 46.631 millions de FCFA en 2008, soit une progression de 29% sur la période.

(III) **Les crédits d'investissement à moyen terme et long terme** représentent, en 2009, 5.759 millions de FCFA contre 2.404 millions de FCFA en 2007, soit une variation de 20% en 2009. Le nombre de dossiers traités a progressé en passant de 53 en 2007 à 96 en 2009.

(IV) **Les engagements par signature** progressent de 20% en se situant à 36.055 millions de FCFA en 2009, contre 134.011 millions de FCFA en 2008.

Les crédits aux particuliers en nette expansion

Au cours de l'exercice 2009, la BNDA a poursuivi le développement des prêts aux particuliers. Ces prêts ont concerné principalement les salariés de la fonction publique et des sociétés et entreprises ne présentant pas un risque de défaillance à moyen terme.

Le montant des octrois de prêts aux particuliers est passé de 22.876 millions de FCFA en 2008 à 17.193 millions de FCFA en 2009. Cette baisse est due au niveau exceptionnel des octrois en 2008 car le niveau de 2009 reste nettement au dessus de celui de 2007 (12,7 Milliards).

III. **Le volume des crédits enregistré au niveau de la clientèle Entreprises et dans une moindre mesure au niveau des Particuliers entraîne une augmentation de l'encours global des prêts à la clientèle en fin d'année 2009**

- **Progression de l'encours global des prêts à la clientèle**

L'encours net des prêts à la clientèle (y compris les créances en souffrance nettes après provisions et les effets commerciaux escomptés et non échus, hors créances rattachées) a augmenté de 5 % en passant de 88.068 millions de FCFA en 2008 à 92.538 millions en 2009. Il avait augmenté de 7 % entre 2007 et 2008.

L'encours sain est de 90.121 millions de FCFA en 2009 contre 85.463 millions de FCFA en 2008, soit une hausse de 5,5%.

L'augmentation des comptes ordinaires débiteurs en 2009 (+2,8%) est due pour l'essentiel aux avances sur marchés et à la situation de trésorerie des entreprises, plus tendue en fin d'année.

Les crédits sains à court terme baissent de 2,3%, passant de 54.521 millions de FCFA en 2008 à 53.246 millions de FCFA en 2009. Ceci s'explique essentiellement par la baisse du volume du crédit intrants en zones cotonnières. En revanche les encours à moyen et long terme connaissent une progression soutenue (+19,2%).

Les créances en souffrance brutes de la banque sont passées de 20.621 millions de F CFA au 31/12/2006 à 20.558 millions de FCFA au 31/12/2007 à 21.545 millions de FCFA au 31/12/2008 et 21.233 millions de FCFA au 31/12/2009. Le ratio des créances compromises sur l'encours total s'est amélioré sur le dernier exercice en passant de 20,3% au 31/12/2008 à 19% au 31/12/2009.

Le taux de couverture des crédits en souffrance par les provisions s'est amélioré puisqu'il est passé de 66% au 31 décembre 2006 à 89% au 31 décembre 2009. Le montant global des provisions constituées à quant à lui progressé en passant de 13,5 milliards en 2006 à 18,8 milliards en 2009.

Le nombre de nouveaux dossiers transmis au contentieux a été de 167 en 2009 contre 108 en 2008 et 164 en 2007. Leur montant total s'est élevé à 3.274 millions de F CFA en 2009 contre 587 millions en 2008 et 1.227,2 millions de F CFA en 2007. Globalement, le montant total recouvré sur les crédits contentieux en 2009 s'élève à 1.461,4 millions de F CFA.

L'ACTIVITÉS DE COLLECTE DE DÉPÔTS ET LES SERVICES BANCAIRES

LA COLLECTE DE DÉPÔTS ET LES COMMISSIONS SUR SERVICES BANCAIRES ONT POURSUIVI LEUR CROISSANCE EN 2009.

DES DÉPÔTS EN PROGRESSION

L'encours global des dépôts en fin 2009 est de 111.587,1 millions de FCFA soit une progression de 13,9% par rapport à son niveau de fin décembre 2008. L'observation du trend des dépôts sur les trois derniers exercices fait ressortir une évolution régulière et importante de l'encours depuis 2006. En effet, on note un taux de progression de +6,13% en 2007 ; +14,5% en 2008 et +13,9% en 2009 qui se traduit en fin 2009 par une augmentation de 30,4% comparé à son niveau de 2006.

Les dépôts à vue continuent leur nette progression. Ils enregistrent un taux de 21,7% contre 12,8% en 2008. L'encours global des dépôts à vue s'élève à 82.186,3 millions de FCFA contre 67.506,6 millions de FCFA en fin 2008, ce qui correspond à une part relative de 73,7% contre 69% en 2008. L'essentiel des dépôts à vue est détenu par les entreprises avec un taux de 41,1%.

La progression des comptes sur livrets se poursuit avec un taux de +12,4% en 2009 contre +15% en 2008 et +20% en 2007. L'encours passe de 19.479,1 millions de FCFA en fin 2008 à 21.997 millions de FCFA en fin 2009. La part relative reste stable avec un taux de 19,7%. Les particuliers restent les principaux détenteurs des comptes sur livrets avec un taux de 82%

L'encours des Dépôts à terme chute malgré une légère augmentation du nombre de contrats (+7%). Il passe de 6.590,3 millions de FCFA à 3.883,1 millions de FCFA, soit une baisse de 41,1%. Cette baisse résulte du non renouvellement d'une partie importante des dépôts des Institutionnels en 2009, et qui n'a pu être comblée par le regain des particuliers dont la part augmente de 12% par rapport à son niveau de 2008. L'encours moyen des DAT passe de 25,4 millions de FCFA à 13,9 millions de FCFA.

Les comptes de remboursement des cotonculteurs avec un encours de 162,1 millions de FCFA restent stables et à un faible niveau traduisant ainsi la situation de l'activité coton.

Les commissions bancaires sont en croissance et représentent 24% du produit net bancaire

Le montant total des commissions sur services bancaires est de 3.314 millions de FCFA contre 3.047,9 millions de FCFA en 2008. Ce qui correspond à un taux d'augmentation de 8,7%. Ces commissions proviennent pour l'essentiel des opérations de transferts, des cautions délivrées au profit de la clientèle ou des frais liés aux opérations sur les comptes.

LES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2009

LE COMPTE DE RÉSULTAT

A l'arrêté des comptes de la banque au 31 décembre 2009, le résultat net après impôt réalisé est en progression par rapport à l'exercice précédent : 2.019 millions de FCFA contre 576 millions en 2008.

Les produits d'exploitation bancaires augmentent de 15% par rapport à l'exercice 2008 en passant de 13.864 millions de FCFA en 2008 à 16.009 millions de FCFA en 2009.

- le montant des produits des placements augmente sensiblement par rapport à l'exercice précédent. Il s'agit essentiellement de produits perçus sur les opérations de trésorerie à court et à moyen terme. Ces produits augmentent de 28%. L'encours des placements a également augmenté pendant la période sous revue.
- Les activités de crédit se sont développées malgré le contexte concurrentiel rude marqué par la présence de grands groupes bancaires. Les revenus sur les crédits ont augmenté de 18% en passant de 8.475 millions FCFA au 31 décembre 2008 à 9.973 millions FCFA au 31 décembre 2009. Cette variation s'explique par l'augmentation du rendement moyen des emplois qui progresse de 0,5 point entre les deux exercices et s'établit à 12,5% au 31 décembre 2009 ainsi que par la progression des encours.
- Les autres produits bancaires ont augmenté de 6% par rapport à l'exercice 2008. Ils concernent essentiellement les commissions sur les engagements par signature et les commissions sur opérations.

Les charges bancaires progressent moins vite que les produits.

Pour l'exercice 2009, les charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 2.057 millions de FCFA contre 1.938 millions de FCFA en 2008, soit une augmentation de 6%.

- les charges financières des ressources interbancaires augmentent fortement de 34% suite à l'augmentation de la rémunération des dépôts à terme des établissements de crédits et de la mobilisation d'un nouvel emprunt auprès de l'AFD.
- les intérêts servis sur les dépôts de la clientèle augmentent de 7% en 2009 par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est due à la hausse des charges financières sur les dépôts à vue (+7%) et des dépôts sur livret (+12%). Ces évolutions s'expliquent par les performances de l'activité collective de dépôts qui augmentent de plus de 18.000 millions FCFA entre les deux années.
- Les autres charges bancaires sont constituées essentiellement des charges sur les opérations de change, des intérêts versés sur les titres et des charges diverses d'exploitation bancaire, elles représentent 4% des charges bancaires en 2009 contre 8% en 2009.

La rentabilité de la banque s'améliore.

- Le produit net bancaire pour l'exercice 2009, s'établit à 13.951 millions de FCFA contre 11.925 millions de FCFA en 2008. Il augmente de 17% par rapport à l'exercice précédent. En effet, les produits bancaires augmentent de 15% tandis que les charges bancaires n'augmentent que de 6%.
- Le taux de marge brute de la BND (PNB / Emplois moyens bruts rémunérés) passe à 10,4% à 10,9% entre 2008 et 2009. En effet, il apparaît que le PNB augmente plus vite que les emplois moyens bruts rémunérés (+17% pour le PNB et +12% pour les emplois moyens bruts productifs).
- La marge de couverture des risques augmente de 52% en se situant à 6.158 millions de FCFA contre 4.056 millions de FCFA en 2007. Elle représente 44,0% du produit net bancaire (PNB) de l'exercice contre 34% en 2008.
- Le coefficient d'exploitation se situe à 55,9% en 2009 contre 65,7% en 2008. Cette tendance à la baisse enregistrée depuis 2006 s'explique par les efforts de maîtrise des frais généraux et des charges bancaires, d'une part, et d'augmentation des produits bancaires, d'autre part.

- Le résultat bénéficiaire de l'exercice 2009 avant impôt se situe à 3.180 millions de FCFA contre 1.510 millions de FCA réalisé à fin décembre 2008, soit +111%. Le résultat net après impôt sur les sociétés est de 2.019 millions de FCFA contre 576 millions en 2008, soit +250% de croissance sur la période. bre 2006, soit une baisse de 0,23 %.
- a) Variation des provisions : Les provisions nettes se sont élevées à 2.274 millions de FCFA en 2009 contre 1.657 millions de FCFA en 2008, soit une augmentation de 37%. Cette évolution permet une meilleure couverture des crédits compromis.
- b) Variation des autres provisions : les autres provisions pour charges varient de 828 millions FCFA en raison des régularisations intervenues sur les provisions pour retraite.
- c) Le solde des éléments exceptionnels s'établit à +124 millions FCFA et concerne :
 - a. Les produits exceptionnels pour 353 millions FCFA dont 9 millions FCFA de récupération de créances amorties, 42,5 millions FCFA de produits de cession d'éléments d'actifs, 47,5 millions de subventions d'exploitation, 83 millions FCFA de prime de remboursement de titres, 196 millions de régularisation d'impôts (IS 2008).
 - b. Les charges exceptionnelles pour 229 millions FCFA dont 70 millions FCFA de paiement sur le Fonds d'Assistance Décès et 159 millions FCFA de régularisation d'impôts (TVA, TAF, IRCD 2008).

LES COMPTES DE BILAN

Le total du bilan est passé de 159.892 millions F CFA au 31 décembre 2008 à 176.205 millions F CFA au 31 décembre 2009, soit une hausse de 10,2 %.

À l'actif

Les créances interbancaires

Les créances interbancaires augmentent de 11,7% et se situent à 28.088 millions F CFA au 31.12.2009 contre 25.143 millions F CFA en 2008. Elles se décomposent comme suit :

Créances à vue

- avoirs à la Banque Centrale (18.229 millions F CFA);
- dépôts auprès des établissements de crédit (7.217 millions F CFA);

Créances à terme

- dépôts à terme constitués (2.642 millions F CFA)

L'augmentation des créances interbancaires est essentiellement due au volume des prêts interbancaires qui augmente de 2.000 millions FCFA (en correction des immobilisations financières) qui compense largement la baisse des dépôts constitués en fin d'année.

- L'encours des crédits net de provisions a augmenté de 5% en 2009 et s'établit à 92.538 millions FCFA. La part des crédits dans le total du bilan se situe à 52,5 % à fin 2009 contre 55,1 % à fin 2007.
- Les immobilisations financières s'élèvent à 21.714 millions FCFA au 31 décembre 2009, contre 23.898 millions FCFA à fin 2008.
- Les immobilisations corporelles passent de 9.220 millions F CFA au 31/12/2008 à 9.153 millions F CFA au 31/12/2009, soit une régression de 1 % s'expliquant par les amortissements et les sorties pratiquées.

Au passif

- Les dettes interbancaires enregistrent une régression de 23,1 % par rapport à leur niveau du 31.12.08 en passant de 18.248 millions F CFA en 2008 à 14.024 millions F CFA en 2009. Elles se répartissent comme suit :
- 2.058 millions F CFA (contre 4.323 millions FCFA) de dépôts et de dettes à vue des banques et établissements financiers ;
- 11.965 millions F CFA (contre 13.925 millions FCFA) de dépôts et de dettes à terme auprès des banques, du trésor ou des institutions financières internationales.

La baisse du niveau des dépôts des banques s'explique par les remboursements exceptionnels opérés sur les crédits consortiaux en fin d'année 2008 et crédités sur les comptes LORO à la BNDIA pour 2 412 millions F CFA.

La baisse du niveau des dépôts et des dettes à terme s'explique par la mobilisation d'un emprunt AFD pour environ 2.000 millions FCFA largement compensée par les remboursements de 900 millions FCFA et la baisse du niveau des dépôts à terme du Trésor à la BNDIA qui passe de 3.500 millions F CFA au 31.12.08 à 500 millions FCFA au 31.12.09.

- Les dettes à l'égard de la clientèle s'élèvent à 125.309 millions F CFA au 31 décembre 2009 contre 106.499 millions F CFA en 2008, soit une augmentation de 17,66%, soit 18.810 millions F CFA.

Nous notons les évolutions suivantes :

- les comptes ordinaires (+ 17.756 millions F CFA) s'établissent à 83.597 millions F CFA,
- les comptes sur livret (+ 2.319 millions F CFA) s'établissent à 21.996 millions F CFA,
- les comptes à terme (-1.265 millions F CFA) s'établissent à 19.715 millions F CFA dont :
- les comptes à terme (- 101 millions F CFA) s'établissent à 4.907 millions F CFA,
- les emprunts de la clientèle (-1.164 millions F CFA) s'établissent à 14.808 millions F CFA
- Les fonds propres effectifs de la banque (fonds propres bruts nets des immobilisations incorporelles, avant affectation des résultats) se situent à 27.362 millions FCFA au 31 décembre 2009, contre 27.039 millions FCFA à fin 2008, soit une augmentation légère par rapport à l'exercice précédent de 1,2

Hors bilan

- Au 31 décembre 2009, les engagements de financement donnés s'élèvent à 6.976 millions F CFA contre 31.344 millions F CFA en 2008 suite à un décalage dans la tenue des comités de crédit et à des mises à jour intervenues dans la comptabilisation des engagements dans le système.
- Les engagements de garantie se chiffrent au 31 décembre 2009 à 6.501 millions F CFA contre 14.561 millions F CFA en 2008.
- Les engagements de garantie reçus se chiffrent à 83.955 millions F CFA au 31 décembre 2009 contre 68.769 millions FCFA. Ils se détaillent comme suit :
- 4.075 millions F CFA de contre garantie bancaire de la DG Bank, de KBC et du FSA en faveur de certains clients bénéficiaires de prêts à la BNDIA
- 79.880 millions F CFA de garanties données par la clientèle.

PERSPECTIVES 2010

Les efforts de modernisation et de meilleure couverture des risques devront être poursuivis en 2010 car la BNDA évolue dans un marché de plus en plus concurrentiel qui implique une recherche constante de plus de professionnalisme et d'efficacité. De ce point de vue on peut citer notamment les chantiers suivants :

- Consolidation de la diversification de l'activité en particulier dans les secteurs de l'éducation et de l'immobilier,
- Poursuite de la recherche d'une clientèle d'entreprises agricoles fiables,
- Finalisation d'un projet de services bancaires via le téléphone mobile (Mobile Banking),
- Amélioration de la productivité notamment dans les services de back-office,
- Renforcement du réseau d'agences et de bureaux pour une meilleure réponse à la demande de la clientèle,
- Poursuite et renforcement du partenariat bancaire afin d'assurer au mieux les développements futurs de la BNDA face à la concurrence.

Enfin, l'année 2010 sera mise à profit pour tracer les axes de la stratégie future de la BNDA dans le cadre du PMT 5 (2011-2015) qui devra confirmer la vocation de la BNDA à rester la banque de l'agriculture au Mali sur une base consolidée de banque généraliste.

LE RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT GENERAL

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes que vous nous avez confié par votre Assemblée Générale du 04 juin 2009, nous avons l'honneur de vous présenter notre Rapport sur les états financiers de la BNDIA pour l'exercice clos au **31 décembre 2009**.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises et a comporté les sondages et autres vérifications que nous avons jugé nécessaires en la circonstance.

Ces normes nous recommandent de bien planifier la mission afin de nous assurer que les états financiers soumis à notre examen ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Nous avons examiné par sondages les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers et avons apprécié les principes comptables appliqués par la direction, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble.

A l'issue de nos travaux de vérification, nous portons à votre connaissance que nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives susceptibles de compromettre la fiabilité des états financiers tels que annexés au rapport.

En conclusion, nous certifions que les Etats Financiers arrêtés au 31 Décembre 2009, et faisant apparaître :

- un total de Bilan de **FCFA 176 202 461 121** ;
- un Résultat bénéficiaire net de **FCFA 2 019 012 305** ;
- total d'engagement hors bilan donnés de **FCFA 13 477 835 774** ;
- un total d'engagements hors bilan reçus de **FCFA 83 954 966 591**

sont sincères et réguliers et reflètent fidèlement tous les aspects significatifs, la situation financière, la situation patrimoniale et le résultat dégagé à cette date.

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DE LA BNDA

1. EN LA FORME ORDINAIRE.

RESOLUTION N° 1.

Mise en place du Bureau

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 35ème séance à Bamako, le 09 juin 2010, approuve la mise en place de son Bureau composé comme suit :

Président : M. Moussa Alassane DIALLO, Président Directeur Général de la BNDA

Scrutateurs : MM. Hervé BOUGAULT (AFD) et Oumar Tatam LY (BCEAO)

Secrétaire de séance. M. Souleymane FOMBA, Directeur des Affaires Juridiques à la BNDA

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 2.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 35ème séance à Bamako, le 09 juin 2010, prend acte du rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 3.

Rapport général et rapport spécial des Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 35ème séance à Bamako, le 09 juin 2010, approuve les rapports général et spécial des Commissaires aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 4

Approbation des états financiers de synthèse annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 35ème séance à Bamako le 09 juin 2010, approuve les comptes de l'exercice ouvert le 1er janvier 2009 et clos le 31 décembre 2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 5.

Quitus aux administrateurs

Conformément aux dispositions de l'article 13.2 des Statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la BNDA, réunie en sa 35ème séance à Bamako le 09 juin 2010, donne quitus :

- au Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2009 et clos le 31 décembre 2009
- et aux Commissaires aux Comptes pour la vérification et la certification des comptes de l'exercice ouvert le 1er janvier 2009 et clos le 31 décembre 2009.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 6.

Affectation du résultat annuel 2009

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la BNDIA, réunie en sa 35ème séance à Bamako le 09 juin 2010, décide de répartir le bénéfice de l'exercice 2009 s'élevant à 2.019.012.305 FCFA comme suit :

Bénéfice de l'exercice		2.019.012. 305 F/CFA
Réserve légale (10%)	-	201.901.230 F/CFA
Réserve statutaire (5%)	-	100.950.615 F/CFA
Fonds social (5%)	-	100.950.615 F/CFA
Prime d'intéressement (5%)	-	100.950.615 F/CFA

Solde		1.514.259.230 F/CFA
Report à nouveau au 31/12/2008		4.999.811 FCFA

TOTAL **1.519.259.041 F/CFA**

Dividendes 2009		750.000.000 F/CFA
Affectation en réserves libres		764.578.000 F/CFA
Report à nouveau au 31/12/2009		4.681.040 F/CFA

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

2. EN LA FORME EXTRAORDINAIRE

RESOLUTION N° 1.

Approbation des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes relatifs à l'augmentation de capital par incorporation de réserves libres

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la BNDIA, réunie en sa 27ème séance à Bamako le 09 juin 2010, approuve les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes relatifs à l'augmentation de capital par incorporation de réserves libres.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 2.

Augmentation de capital par incorporation de réserves libres

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la BNDIA, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, réunie en sa 27ème séance à Bamako le 09 juin 2010, décide d'augmenter le capital social par incorporation de la réserve libre de 764.578.000 FCFA. Cette augmentation de capital se réalisera par augmentation de la valeur nominale de l'action qui passera ainsi de 1.737.000 F/CFA à 1.843.000 F/CFA.

A l'issue de cette opération, le capital social de la banque se chiffre à 13.293.559.000 F/CFA pour 7.213 actions au nominal de 1.843.000 F/CFA.

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	Ancienne participation au capital	Augmentation de capital	Nouvelle participation au capital	Nouveau pourcentage %
MALI	2.631	4.570.047.000	278.886.000	4.848.933.000	36,5
BCEAO	1.401	2.433.537.000	148.506.000	2.582.043.000	19,4
AFD	1.635	2.839.995.000	173.310.000	3.013.305.000	22,7
DEG	1.546	2.685.402.000	163.876.000	2.849.278.000	21,4
TOTAL	7.213	12.528.981.000	764.578.000	13.293.559.000	100

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 3.

Modification de l'article 6 des Statuts

L'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la BND A, réunie en sa 27ème séance à Bamako le 09 juin 2010, approuve la modification apportée à l'article 6 des Statuts de la banque ainsi qu'il suit :

Article 6 (ancien) Capital social

Le Capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLIARDS CINQ CENT VINGT HUIT MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT ET UN MILLE (12.528.981.000) F/CFA.

Il est divisé en sept mille deux cent treize (7.213) actions de UN MILLION SEPT CENT TRENTE SEPT MILLE (1.737.000) F/CFA chacune, comprenant :

- DEUX MILLE SIX CENT TRENTE ET UNE (2.631) actions soit QUATRE MILLIARDS CINQ CENT SOIXANTE DIX MILLIONS QUARANTE SEPT MILLE (4.570.047.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS A, numérotées de 1 à 1.100, de 2.001 à 2.600, de 3.201 à 3.302, de 3.393 à 3.562, de 3.713 à 4.222 et de 7.159 à 7.307 souscrites par la République du Mali;
- MILLE QUATRE CENT UNE (1.401) actions, soit DEUX MILLIARDS QUATRE CENT TRENTE TROIS MILLIONS CINQ CENT TRENTE SEPT MILLE (2.433.537.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS B, numérotées de 1.301 à 1.600, de 2.601 à 2.900, de 3.315 à 3.350, de 3.583 à 3.642, de 4.283 à 4.462, de 5.898 à 6.077, de 6.288 à 6.341, de 6.465 à 6.495, de 6.567 à 6.638, de 6.799 à 6.860, de 7.002 à 7.027, de 7.090 à 7.110, et de 7.308 à 7.386 souscrites par la BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST;
- MILLE SIX CENT TRENTE CINQ (1.635) actions, soit DEUX MILLIARDS HUIT CENT TRENTE NEUF MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE (2.839.995.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS C, numérotées de 1.601 à 2.000, de 3.351 à 3.374, de 3.643 à 3.682 de 4.463 à 4.582, de 4.673 à 5.200, de 6.078 à 6.197, de 6.342 à 6.404, de 6.496 à 6.531, de 6.639 à 6.720, de 6.861 à 6.933, de 7.028 à 7.059, de 7.111 à 7.135 et de 7.387 à 7.478 souscrites par l'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT;
- MILLE CINQ CENT QUARANTE SIX (1.546) actions, soit DEUX MILLIARDS SIX CENT QUATRE VINGT CINQ MILLIONS QUATRE CENT DEUX MILLE (2.685.402.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS D, numérotées de 2.901 à 3.200, de 3.375 à 3.392, de 3.683 à 3.712, de 4.583 à 4.672, de 5.201 à 5.837, de 6.198 à 6.287, de 6.405 à 6.464, de 6.532 à 6.566, de 6.721 à 6.798, de 6.934 à 7.001, de 7.060 à 7.089, de 7.136 à 7.158 et de 7.479 à 7.565 souscrites par la DEUTSCHE INVESTITIONS-UND ENTWICKLUNGSGESELLSCHAFT mbH (DEG).

Ces actions ont toutes les mêmes droits dans l'actif social, la répartition des bénéfices et l'exercice de tous les pouvoirs qui y sont attachés.

Les modifications du capital social (augmentation, réduction) qui auraient pour effet le franchissement de certains seuils fixés par la loi bancaire doivent être soumises à autorisation préalable du Ministre des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire.

Article 6 (nouveau) Capital social

Le Capital social est fixé à la somme de TREIZE MILLIARDS DEUX CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE NEUF MILLE (13.293.559.000) F/CFA.

Il est divisé en sept mille deux cent treize (7.213) actions de UN MILLION HUIT CENT QUARANTE TROIS MILLE (1.843.000) F/CFA chacune, comprenant :

- DEUX MILLE SIX CENT TRENTE ET UNE (2.631) actions soit QUATRE MILLIARDS HUIT CENT QUARANTE HUIT MILLIONS NEUF CENT TRENTE TROIS MILLE (4.848.933.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS A, numérotées de 1

à 1.100, de 2.001 à 2.600, de 3.201 à 3.302, de 3.393 à 3.562, de 3.713 à 4.222 et de 7.159 à 7.307 souscrites par la République du Mali;

- MILLE QUATRE CENT UNE (1.401) actions, soit DEUX MILLIARDS CINQ CENT QUATRE VINGT DEUX MILLIONS QUARANTE TROIS MILLE (2.582.043.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS B, numérotées de 1.301 à 1.600, de 2.601 à 2.900, de 3.315 à 3.350, de 3.583 à 3.642, de 4.283 à 4.462, de 5.898 à 6.077, de 6.288 à 6.341, de 6.465 à 6.495, de 6.567 à 6.638, de 6.799 à 6.860, de 7.002 à 7.027, de 7.090 à 7.110, et de 7.308 à 7.386 souscrites par la BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST;

- MILLE SIX CENT TRENTE CINQ (1.635) actions, soit TROIS MILLIARDS TREIZE MILLIONS TROIS CENT CINQ MILLE (3.013.305.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS C, numérotées de 1.601 à 2.000, de 3.351 à 3.374, de 3.643 à 3.682 de 4.463 à 4.582, de 4.673 à 5.200, de 6.078 à 6.197, de 6.342 à 6.404, de 6.496 à 6.531, de 6.639 à 6.720, de 6.861 à 6.933, de 7.028 à 7.059, de 7.111 à 7.135 et de 7.387 à 7.478 souscrites par l'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT ;

- MILLE CINQ CENT QUARANTE SIX (1.546) actions, soit DEUX MILLIARDS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE (2.849.278.000) FRANCS CFA dénommées ACTIONS D, numérotées de 2.901 à 3.200, de 3.375 à 3.392, de 3.683 à 3.712, de 4.583 à 4.672, de 5.201 à 5.837, de 6.198 à 6.287, de 6.405 à 6.464, de 6.532 à 6.566, de 6.721 à 6.798, de 6.934 à 7001, de 7.060 à 7.089, de 7.136 à 7.158 et de 7.479 à 7.565 souscrites par la DEUTSCHE INVESTITIONS-UND ENTWICKLUNGSGESELLSCHAFT mbH (DEG).

Ces actions ont toutes les mêmes droits dans l'actif social, la répartition des bénéfices et l'exercice de tous les pouvoirs qui y sont attachés.

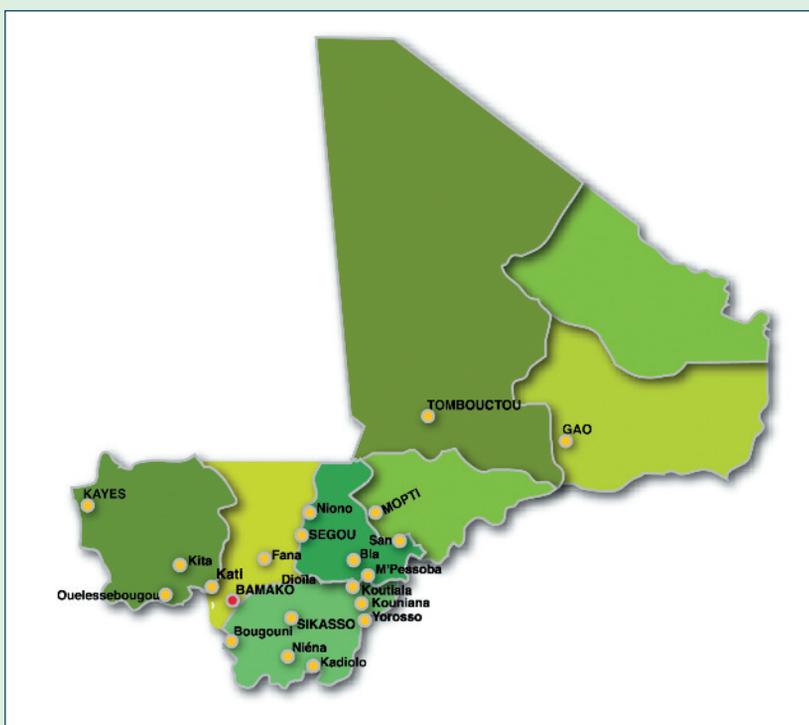
Les modifications du capital social (augmentation, réduction) qui auraient pour effet le franchissement de certains seuils fixés par la loi bancaire doivent être soumises à autorisation préalable du Ministre des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

NOS REPRÉSENTATIONS

Toutes les représentations de la BNDMA sont reliées en temps réel permettant de mettre à disposition immédiatement les fonds transférés entre deux points de vente. En outre, les clients peuvent procéder à des opérations sur leurs comptes dans tous les points de vente de la BNDMA.

Par ailleurs, les chèques de voyage BNDMA, les chèques certifiés et les chèques de banque BNDMA sont payables dans toutes les représentations de la BNDMA, sans exception.



SIEGE

Tél. (+223) 20 29 64 64 Fax (+ 223) 20 29 25 75
Télex 2638 MJ e-mail : bnda@bndamali.com

Code SWIFT: BNAD ML BA

BAMAKO

Agence Entreprises

Tél. 20 29 66 11

Fax 20 29 25 76

Agence Centrale

Tél. 20 29 64 64

Fax 20 29 25 80

Bureau de Hippodrome

Tél. 20 21 50 57

Fax 20 21 06 96

Bureau de Niamakoro

Tél. 20 20 50 05

Fax 20 20 50 05

Bureau de Baco-djicoroni

Tél. 20 28 43 48

Fax 20 28 43 48

Bur. de Ouéléssébougou

Tél. 21 65 00 24

Fax 21 65 00 24

Bureau de Kati

Tél. 21 27 29 70

Fax 21 57 35 60

KITA

Tél. 21 57 31 53

Fax 21 57 31 53

KAYES

Tél. 21 52 37 56

Fax 21 52 37 54

FANA

Tél. 21 25 20 36

Fax 21 25 31 66

Bureau de Dioila

Tél. 21 25 60 28

Fax 21 25 60 28

SEGOU

Tél. 21 32 03 19

Fax 21 32 20 65

KOUTIALA

Tél. 21 64 00 66

Fax 21 64 05 93

Bureau de Kouniana

Tél. 21 64 54 13

Fax 21 64 54 13

Bureau de M'Pessoba

Tél. 21 64 50 13

Fax 21 64 50 13

Bureau de Yorosso

Tél. 21 64 40 13

Fax 21 64 40 13

SAN

Tél. 21 37 21 88

Fax 21 37 22 42

Bureau de Bla

Tél. 21 32 29 36

Fax 21 32 29 36

NIONO

Tél. 21 35 20 33

Fax 21 35 23 62

BOUGOUNI

Tél. 21 65 10 83

Fax 21 65 11 96

Bureau de Kolondiéba

Tél. 21 66 20 52

Fax 21 66 20 52

SIKASSO

Tél. 21 62 03 21

Fax 21 62 13 70

Bureau de Niéna

Tél. 21 63 02 23

Fax 21 63 02 23

Bureau de Kadiolo

Tél. 21 66 00 01

Fax 21 66 00 01

SEVARE

Tél. 21 42 00 42

Fax 21 42 04 25

Bureau de Mopti

Tél. 21 43 14 12

Fax 21 43 14 12

Bureau de Bandiagara

Tél. 21 44 20 27

Fax 21 44 20 27

GAO

Tél. 21 82 03 82

Fax 21 82 03 69

TOMBOUCTOU

Tél. 21 92 11 62

Fax 21 92 12 91

NOS CORRESPONDANTS À L'ÉTRANGER

BNDA (code identification banque SWIFT)

BNAD ML BA

Grâce au système interbancaire de communication SWIFT, la BNDA est en contact avec les banques du monde entier, et pour réaliser **les transferts partout dans le monde en 24 heures**. La BNDA donne des ordres de transferts SWIFT à ses correspondants qui les réalisent directement (quand les bénéficiaires sont leurs clients) ou indirectement à travers leurs propres correspondants.

Nos correspondants à l'Étranger sont :

EN EUROS (EUR)

Crédit Agricole sa et Groupe Crédit Agricole France (Paris)
 DZ Bank (Francfort)
 ING Belgium (Bruxelles)
 Natexis Banques Populaires (Paris)
 FIMBANK (Malte)

AGRIFR PP
 GENO DE FF
 BBRUBEBB010
 CCBP FRPP
 FIMBMTM3

EN DOLLARS AMÉRICAINS

FIMBANK (Malte)

FIMBMTM3

EN DOLLARS CANADIENS (CAD)

Caisse Centrale Desjardins (Montréal)

CCDQ CA MM

EN FRANCS CFA (XOF)

Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire (SGBCI) (Abidjan)
 Standard Chartered Bank en Côte d'Ivoire (Abidjan)
 Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale (BIAO CI) (Abidjan)
 Continental Bank-Bénin (Cotonou)
 Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest (CBAO) (Dakar)
 Caisse Nationale de Crédit Agricole Sénégal (Dakar)
 Banque Agricole et Commerciale du Burkina Faso (Ouagadougou)
 Banque Internationale pour le Burkina (Ouagadougou)
 Union Togolaise de Banque (UTB) (Lomé)
 Société Nigérienne de Banque (SoniBank) (Niger)
 Banque Togolaise de Développement (BTD) (Lomé)

SGCI CI AB
 SCBL CI AB
 BIAOCIAB
 COBB BJ BJ
 CBAO SN DA
 CADK SN DA
 CNCB BFBF
 BIBUBFBF
 UNTBTGTG
 SOCNNENI
 BTD TG TG

SWIFT permet d'**envoyer des fonds** à l'extérieur et aussi de **recevoir des fonds** rapidement et en toute sécurité. Indiquez à la personne qui doit vous envoyer des fonds votre numéro de compte à la BNDA, le code SWIFT de la BNDA et le code SWIFT du correspondant BNDA le plus proche de son pays (cf. liste ci-dessus), et l'opération peut être réalisée immédiatement. N'hésitez pas à contacter la direction des Opérations de la BNDA pour obtenir des précisions.

La BNDA réalise toutes vos opérations internationales et notamment les **crédits documentaires** ou lettres de crédit, les **garanties bancaires internationales**.

Bien qu'il soit plus rapide, plus sûr et moins coûteux d'effectuer des transferts internationaux, vous pouvez être amené à travailler avec des chèques. La BNDA effectue également toutes les opérations sur les chèques en devises (émission/encaissement de chèques, achat/vente de chèques de voyage American Express et autres) domiciliés dans des pays où nous avons un correspondant bancaire (cf. liste ci-dessus) et dans l'ensemble des pays de la zone EURO.

ANNEXES

<u>BILAN – ACTIF</u>	PAGE	26
<u>BILAN – PASSIF</u>	PAGE	27
<u>HORS BILAN</u>	PAGE	28
<u>COMPTES DE RÉSULTATS - CHARGES</u>	PAGE	29
<u>COMPTES DE RÉSULTATS – PRODUITS</u>	PAGE	30

BILAN - ACTIF

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE		BILAN	
		EN FCFA	
CODE	ACTIF	31/12/2008	31/12/2009
A10	CAISSE	9 867 683 491	11 928 072 074
A02	CRÉANCES INTERBANCAIRES	25 143 289 051	28 088 479 542
A03	À vue	23 470 932 743	25 446 037 670
A04	Banques Centrales	17 167 946 591	18 229 017 147
A05	Trésor Public, CCP		
A07	Autres établissements de crédit	6 302 986 152	7 217 020 523
A08	À terme	1 672 356 308	2 642 441 872
B02	CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	88 067 454 619	92 538 028 404
B10	Portefeuille d'effets commerciaux	1 817 780 708	1 091 768 034
B11	Crédits de Campagne		
B12	Crédits ordinaires	1 817 780 708	1 091 768 034
B2A	Autres concours à la clientèle	72 780 339 174	77 790 563 864
B2C	Crédits de Campagne	0	0
B2G	Crédits ordinaires	72 780 339 174	77 790 563 864
B2N	Comptes ordinaires débiteurs	13 469 334 737	13 655 696 506
B50	Affacturage		
C10	TITRES DE PLACEMENT	0	9 000 000 000
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	23 898 250 650	21 714 158 572
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	426 466 549	324 143 453
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 220 279 425	9 153 045 865
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS		
C20	AUTRES ACTIFS	2 599 065 772	3 216 612 782
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	669 728 655	242 570 435
E90	TOTAL ACTIF	159 892 133 212	176 202 461 121

BILAN - PASSIF

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE		BILAN	
		EN FCFA	
CODE	PASSIF	31/12/2008	31/12/2009
F02	DETTES INTERBANCAIRES	18 248 661 841	14 023 512 593
F03	A vue	4 323 006 366	2 058 431 535
F05	Trésor Public, CCP		
F07	Autres établissements de crédit	4 323 006 366	2 058 431 535
F08	À terme	13 925 655 475	11 965 081 058
G02	DETTES A L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	106 498 911 894	125 309 008 749
G03	Comptes d'épargne à vue	19 676 809 621	21 996 017 784
G04	Comptes d'épargne à terme	1 021 688	1 057 363
G05	Bons de caisse		
G06	Autres dettes à vue	65 841 223 903	83 597 014 175
G07	Autres dettes à terme	20 979 856 682	19 714 919 427
H30	DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	700 000 000	0
H35	AUTRES PASSIFS	2 522 859 712	2 359 895 831
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 340 248 666	1 623 466 575
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 600 561 190	3 417 122 838
L35	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
L10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	142 527 544	95 018 362
L20	AUTRES FONDS AFFECTES	7 632 091 683	7 206 721 218
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GEN.	5 474 912 520	5 474 912 520
L66	CAPITAL OU DOTATION	12 096 201 000	12 528 981 000
L50	PRIMES LIEES AU CAPITAL		
L55	RÉSERVES	2 053 358 565	2 139 769 837
L59	ECARTS DE RÉÉVALUATION		
L70	REPORT A NOUVEAU	5 723 450	4 999 811
L80	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	576 075 147	2 019 012 305
L90	TOTAL PASSIF	159 892 133 212	176 202 461 121

HORS-BILAN

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE		HORS-BILAN	EN FCFA
CODE	HORS-BILAN	31/12/2008	31/12/2009
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	En faveur d'établissements de crédit		
N1J	En faveur de la clientèle	31 344 180 063	6 976 959 845
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	14 560 969 993	
N2A	D'ordre d'établissement de crédit	9 133 010 431	760 760 949
N2J	D'ordre de la clientèle	5 427 959 562	5 740 114 980
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1H	Reçus d'établissements de crédit		
	Reçus de la clientèle		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	68 768 766 595	83 954 966 595
N2H	Reçus d'établissements de crédit	1 625 740 818	4 074 740 818
N2M	Reçus de la clientèle	67 143 025 777	79 880 225 777
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

COMPTE DE RÉSULTAT - CHARGES

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE		COMPTE DE RÉSULTAT		EN FCFA
CODE	CHARGES	31/12/2008	31/12/2009	
R01	INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	1 846 436 038	1 993 475 577	
R03	Intér, & charges ass, /dettes interbancaires	227 738 320	347 970 021	
R04	Intér, & charges ass, /dettes clientèle	1 527 766 655	1 632 284 728	
R4D	Intér, & charges ass, /dettes titres	59 865 252	13 220 828	
R05	Autres intérêt, & charges ass,			
R5E	CHARGES CRÉDIT-BAIL ET OPE, ASS,			
R06	COMMISSIONS	42 367 961	41 354 925	
R4A	CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1 226 014 341	1 695 857 488	
R4C	Charges sur titres de placement			
R6A	Charges sur opérations de change	1 176 988 279	1 673 784 535	
R6F	Charges sur opérations de hors bilan	49 026 062	22 072 953	
R6U	CHARG.DIVERS D'EXPLOIT, BANCAIRE			
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES			
R8J	STOCKS VENDUS			
R8L	VARIATION STOCKS DE MARCHANDISES			
S01	FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	6 085 227 991	6 152 697 079	
S02	Frais de Personnel	2 729 036 660	3 054 270 744	
S05	Autres frais généraux	3 356 191 331	3 098 426 335	
T51	DOTAT, AUX AMORT & PROV /IMMOBILISAT	1 912 156 569	1 692 139 342	
T6A	SOLD, PERTE CORRECT CREANC & H BILAN	1 657 307 459	2 273 665 433	
T01	EXCEDT DOT, REP/RISQ BANCAIRES GEN,	1 568 042 849	1 458 942 370	
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	840 371 066	229 322 058	
T81	PERTE SUR EXERCICES ANTÉRIEURS			
T82	IMPOT SUR LE BÉNÉFICE	932 571 309	1 160 553 800	
T83	BÉNÉFICE	576 075 147	2 019 012 305	
T85	TOTAL DES CHARGES	16 686 690 730	18 717 020 377	

COMPTE DE RÉSULTAT - PRODUITS

BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE		COMPTE DE RÉSULTAT		EN FCFA
CODE	PRODUITS	31/12/2008	31/12/2009	
V01	INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	9 993 780 142	11 847 323 124	
V03	Intér, & prods ass, /créances interbancaires	328 353 761	563 605 517	
V04	Intér, & prods ass, /créances clientèle	7 625 246 942	9 286 637 005	
V5B	Intér, & prods ass, /immo, financières	1 187 236 883	1 310 533 244	
V05	Autres intér, & prods ass,	852 942 556	686 547 358	
V5G	PRODTS CRÉDIT-BAIL ET OPE, ASS,			
V06	COMMISSIONS	1 611 942 099	1 792 698 725	
V4A	PRODTS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	2 946 844 797	3 401 028 127	
V4C	Prods sur titres de placement	0	64 097 222	
V4Z	Dividendes et produits assimilés			
V6A	Prods sur opérations de change	1 578 646 734	1 917 898 424	
V6F	Prods sur opérations de hors bilan	1 368 198 063	1 419 032 481	
V6T	PRODTS, DIVERS D'EXPLOIT, BANCAIRE	77 050 930	155 308 172	
V8B	MARGES COMMERCIALES			
V8C	VENTES DE MARCHANDISES			
V8D	VARIATION STOCKS DE MARCHANDISES			
W4R	PRODTS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	881 165 748	1 169 425 313	
X51	REPRIS, AUX AMORT & PROV /IMMOBILISAT			
X6A	SOLD, BENEF CORRECT CREANC & H BILAN	0	0	
X01	EXCEDT DOT, REP/RISQ BANCAIRES GEN,	0	0	
X80	PRODTS EXCEPTIONNELS	1 175 907 014	351 236 916	
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS			
X83	PERTE			
X85	TOTAL DES PRODUITS	16 686 690 730	18 717 020 377	

the 1990s, the number of publications on the topic has increased steadily. The number of publications in the field of research on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.

The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000. The number of publications on the effects of the environment on human health has increased from 100 in 1990 to 1,000 in 2000.